

Rapport du Sommet sur les politiques et l'infrastructure en matière de REL

Université York, 9 et 10 novembre 2022

SEPTEMBRE 2023

Karen Nicholson et Ann Ludbrook

Co-organisatrices du Sommet sur les politiques et l'infrastructure en matière de REL



Ce rapport est publié en vertu d'une [licence internationale avec attribution non commerciale 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/).

www.carl-abrc.ca



Table des matières

Préambule	2
1. Introduction	3
Contexte de revendication dans le domaine de l'infrastructure et des politiques.....	3
2. Objectifs	5
3. Survol	5
Jour 1	7
<i>Séance de travail sur les infrastructures I</i>	8
<i>Réussites et défis en matière d'infrastructures : brèves présentations d'études de cas</i>	8
<i>Séance de travail sur les infrastructures II</i>	8
<i>Table ronde sur l'atteinte du camp de base</i>	9
Jour 2.....	10
4. Résultats	11
5. Prochaines étapes	12
Annexe 1 : Ordre du jour	13
Jour 1 (9 novembre)	13
Jour 2 (10 novembre)	14
Annexe 2 : Priorités de revendication concernant l'infrastructure issues du Sommet sur les politiques et l'infrastructure en matière REL	15
Priorités de revendication concernant l'infrastructure	15
Priorités de revendication politique	15
Annexe 3 : Contributions et commanditaires	19
Comité d'organisation du sommet	19
Panélistes.....	19
Bénévoles et soutien technique (Bibliothèques de l'Université York)	19
Commanditaires (en ordre alphabétique)	19
Documents cités	21

Préambule

En 2021, pour répondre au besoin exprimé par les membres du milieu de l'éducation ouverte (EO) au Canada de concerter les efforts de promotion de l'EO à l'échelle nationale, l'Association des bibliothèques de recherche du Canada (ABRC) a commencé à faire participer divers intervenants, notamment des groupes canadiens d'étudiants, des représentants d'organisations provinciales d'EO, des universitaires, des bibliothécaires et des personnes et groupes représentant des établissements d'enseignement supérieur, à l'élaboration d'une stratégie en matière de ressources éducatives libres (REL) au Canada. Ces efforts ont abouti à la création du groupe Open Educational Resources (OER) National Strategy - Stratégie nationale en matière de ressources éducatives libres (REL).

Ces efforts ont également donné lieu à deux autres initiatives. Tout d'abord, un sous-groupe de praticiens et d'experts du système d'enseignement postsecondaire canadien s'est réuni pour rédiger un projet de [*Cadre national de revendication pour les ressources éducatives libres au Canada*](#) (McNally et Ludbrook 2023; *le cadre*). Le cadre vise à faciliter et à informer les efforts de promotion menés par le groupe de stratégie nationale, d'une part, et à faire progresser la défense des REL sur le plan national en facilitant la coopération et la concertation entre les intervenants, d'autre part. Deuxièmement, une série de sommets sur les REL, alignés sur trois domaines prioritaires décrits dans le cadre, soit l'infrastructure et les politiques en matière de REL, les REL francophones et les REL autochtones, a été planifiée. Le présent rapport décrit les activités et les résultats du Sommet sur les politiques et l'infrastructure en matière de REL à l'Université York les 9 et 10 novembre 2022.

1. Introduction

L'éducation ouverte (EO) au Canada compte de nombreuses réussites : des initiatives provinciales telles que BCcampus et eCampusOntario ont acquis une reconnaissance internationale, les acteurs canadiens sont des contributeurs clés au mouvement mondial des REL et les groupes d'étudiants au Canada se sont révélés être des défenseurs passionnés et habiles de l'EO. Malgré ces réussites, le gouvernement du Canada n'a pas encore joué un rôle important dans le domaine de l'éducation ouverte. C'est pourquoi, au cours des dernières années, les intervenants de l'ensemble du secteur postsecondaire canadien ont manifesté un intérêt croissant pour la concertation en vue de définir le rôle que le gouvernement fédéral devrait jouer. Dans la continuité de ces efforts, le *Sommet sur les politiques et l'infrastructure fédérales en matière de ressources éducatives libres à l'Université York, les 9 et 10 novembre 2022*, premier d'une série de sommets, a réuni les membres du groupe OER National Strategy - Stratégie nationale en matière de REL et des acteurs clés de tout le pays pour identifier des stratégies de revendication partagées et un ensemble commun de principes pour l'implication du gouvernement fédéral dans l'infrastructure et les politiques en matière d'EO.¹ Étant donné que la mise en œuvre réussie de l'éducation ouverte nécessite une communication et une coordination entre divers partenaires, le sommet a constitué une étape clé dans la promotion d'efforts de revendication communs visant à obtenir un soutien fédéral en matière de REL.

Contexte de revendication dans le domaine de l'infrastructure et des politiques

Le gouvernement du Canada peut jouer un rôle de catalyseur de l'adoption des REL, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'enseignement postsecondaire. Permettre l'utilisation des REL s'inscrit dans le cadre de nombreuses initiatives et priorités fédérales, notamment les engagements concernant le gouvernement ouvert et la [Charte canadienne du numérique](#). Plus précisément, la Charte canadienne du numérique s'aligne sur les principes de l'accès universel (possibilité de participer au monde numérique et outils nécessaires pour le faire) et des données et du numérique pour le bien (promouvoir l'ouverture et améliorer la vie des gens) (ISDE, 2021a). Le gouvernement fédéral s'est déjà engagé en faveur de l'inclusion et de la littératie

¹ Composé de représentants des principaux établissements nationaux d'enseignement supérieur, dont Universités Canada, Collèges et Instituts Canada (CICan), l'Association des bibliothèques de recherche du Canada (ABRC), la Table des vice-présidents pour l'enseignement et l'apprentissage Canada (VPTL Canada), Campus Books Canada, Open/Technology in Education, Society, and Scholarship Association (OTESSA), Association canadienne des professeures et professeurs d'université (ACPPU), Fédération canadienne des étudiantes et étudiants (FCEE), Student Union Etudiante, Alliance canadienne des associations étudiantes, eCampusOntario et BCCampus, ce groupe se réunit depuis juin 2021.

numériques.² Le gouvernement joue aussi un rôle depuis plusieurs décennies en soutenant l'infrastructure nécessaire à la recherche postsecondaire par l'intermédiaire de la [Fondation canadienne pour l'innovation](#) (2022), [CANARIE](#) (2022) et de Mitacs (2022); Bibliothèque et Archives Canada (2004) a pour mandat de promouvoir la diffusion des connaissances. Le renforcement des capacités et la promotion de l'utilisation des REL complètent les priorités gouvernementales actuelles et historiques. Alors que le Canada s'efforce d'atteindre la [connectivité universelle](#) (ISED, 2019b), les REL produites au Canada et disponibles en libre accès donnent plus de sens à ces priorités. Il est particulièrement important que le gouvernement du Canada permette une concertation et une collaboration interprovinciales accrues. Le Canada est déjà considéré comme un chef de file mondial dans le domaine des REL, mais l'infrastructure d'hébergement des REL est actuellement décentralisée entre les provinces et les territoires (Miao et coll., 2016; Zawacki-Richter, 2019). Jusqu'à présent, les projets d'infrastructure régionale ont aidé le Canada à se positionner en tant que chef de file, mais l'adoption des REL progresse davantage avec des stratégies numériques nationales et des initiatives de financement destinées à soutenir les REL.³ Le financement d'une infrastructure nationale n'est pas nouveau. Par exemple, le gouvernement du Canada finance le soutien à l'infrastructure numérique pour la recherche dans l'enseignement supérieur en ce qui concerne la gestion des données de recherche (GDR) par l'intermédiaire de l'[Alliance de recherche numérique du Canada](#).⁴

Pour ce qui est de la politique, le gouvernement du Canada devrait soutenir et promouvoir les principes énoncés dans la [Recommandation sur les REL de l'UNESCO](#) (UNESCO, 2019). La Recommandation de l'UNESCO appelle à l'élaboration d'une politique de soutien aux REL. La concertation avec le Conseil des ministres de

² [Le Programme d'échange en matière de littératie numérique](#) (ISDE, 2019a) et les [Normes relatives au numérique du gouvernement du Canada : Directives](#) (Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, 2021).

³ Bien que l'on considère que l'avancement de l'infrastructure des REL est le plus prometteur à l'échelle nationale, dans de nombreux pays, l'avancement des REL se fait à l'échelle régionale ou locale : "Dans tous les pays, le changement se produit principalement sous la forme d'initiatives nationales de financement et de stratégies numériques nationales ; malgré cela, le changement a été signalé comme se produisant principalement au niveau méso ou micro dans la majorité des pays" (Marín et coll. cité dans Marín et coll., 2020, p. 88). La politique est cependant considérée comme une force motrice majeure dans l'adoption des REL : " L'élaboration d'une politique appropriée sur le plan national, institutionnel et du projet est considérée comme une force motrice majeure pour l'adoption réussie des REL. " (Miao et al, 2016, p. viii).

⁴ Les services d'infrastructure de GDR tels que le Dépôt fédéré de données de recherche (DFDR) font déjà partie des services d'infrastructure de l'[Alliance de recherche numérique du Canada](#) (2022) et font partie d'une stratégie plus générale d'[infrastructure de recherche numérique](#) d'ISDE (2021b) (Nouvelle organisation d'infrastructure de recherche numérique [NOIRN], 2021).

l'Éducation (Canada) (CMEC) est essentielle en raison de la nature décentralisée de l'éducation au Canada, et pour tirer parti d'une déclaration existante du CMEC et d'autres déclarations interprovinciales en faveur des REL.⁵ La politique contribue également à soutenir la pérennité des REL ainsi qu'à créer un cadre pour financer l'infrastructure qui est souvent soutenue par des organisations à but non lucratif.⁶

2. Objectifs

Les objectifs du sommet étaient les suivants :

- Clarifier les déclarations sur les priorités et les positions du groupe sur la stratégie nationale en matière d'EO dans les domaines de la politique et de l'infrastructure ;
- Confirmer les domaines d'action et un objectif clair en matière de revendication ;
- Aborder les défis potentiels et actuels en matière de revendication pour le financement de REL sur le plan provincial et fédéral ;
- Recenser les possibilités de revendication pour les intervenants.

3. Survol

Le sommet s'est déroulé sur une journée et demie et a réuni plus de 35 participants de tout le pays, notamment des bibliothécaires, des organisations étudiantes (dont l'Alliance canadienne des associations d'étudiants et la Fédération canadienne des

⁵ En 2013, le Conseil des ministres de l'éducation du Canada (CMEC) a approuvé à l'unanimité la Déclaration de Paris sur les REL de 2012 (Miao et coll., 2016). De même, le [protocole d'entente tri-provincial sur les ressources éducatives libres](#) (Gouvernement de l'Alberta et coll., 2014) entre les trois provinces occidentales de l'Alberta, de la Colombie-Britannique et de la Saskatchewan a été adopté en 2014 (Miao et al, 2016). Par ailleurs, les modèles politiques dans le domaine du libre accès au Canada bénéficient déjà d'un soutien politique de la part du gouvernement fédéral pour les initiatives en matière de libre accès et de licences libres, notamment la [Politique des trois organismes sur le libre accès aux publications](#) et la [Politique des trois organismes sur la gestion des données de recherche](#).

⁶ La plateforme à code source ouvert Pressbooks est un exemple canadien d'organisation à but non lucratif qui a assuré le développement d'une infrastructure soutenant les REL; elle est l'une des principales plateformes utilisées pour soutenir l'hébergement de manuels de REL au Canada et aux États-Unis au niveau des provinces, des États, des consortiums et des établissements (Pressbooks, 2021). L'importance de l'intendance et de la durabilité des REL étant liée au soutien des intervenants fournissant une infrastructure de REL "gratuite" sous-tend le [cadre CARE](#) et est destiné " à être appliqué par tous les individus, organisations et établissements qui partagent un intérêt dans le succès et la durabilité à long terme du domaine " (Petrides et coll., 2018).

associations d'étudiants), des experts en revendication, des praticiens de l'EO, des instructeurs et des représentants de BCcampus, Ecampus Ontario, le Conseil des bibliothèques postsecondaires de l'Atlantique, Campus Manitoba ainsi que SPARC. Il comprenait des plénières, des tables rondes et des séances de travail. S'inspirant de l'approche de Gill et Freedman en matière de planification et d'évaluation de revendications de politiques publiques (Gill et Freedman, 2014),⁷ le sommet a été organisé autour de la métaphore de « l'ascension de la montagne », comme suit.

<p>Atteindre le sommet</p>	<p>Matin Jour 1</p> <ul style="list-style-type: none"> • Quel est notre objectif ultime ? • Quels sont les obstacles qui nous empêcheront d'atteindre cet objectif ? <p>Synthèse Jour 2</p> <ul style="list-style-type: none"> • Quel est le délai de réalisation de l'objectif ?
<p>Atteindre le camp de base</p>	<p>Après-midi Jour 1</p> <ul style="list-style-type: none"> • Quelles sont les « demandes » spécifiques nécessaires pour atteindre l'objectif ?
<p>Définir les étapes de l'ascension</p>	<p>Matin Jour 2</p> <ul style="list-style-type: none"> • Comment pouvons-nous créer des déclarations de revendication soutenant ces « demandes » et l'objectif général ?
<p>Préparer l'ascension</p>	<p>Réalisé - Action/Activités</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une année et demie de discussions nationales soutenues (réunions régulières des intervenants ; webinaire d'avril 2021) • Centre de coordination (ABRC) et engagement de divers intervenants nationaux • Exercice de portée : soumissions de budget ou de consultation en vertu du Cadre national de revendication pour les ressources éducatives libres au Canada (p. ex. présentation prébudgétaire 2022 de l'ACAE ; mémoire prébudgétaire 2022 de l'ABRC ; mémoire prébudgétaire 2021 de l'OTESSA ; mémoire de l'ABRC sur la consultation 2022 sur les langues officielles)
<p>Arpentage de la montagne</p>	<p>Réalisé - Travail de fond</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le rapport du comité des finances de 2017 démontre le potentiel d'implication du gouvernement fédéral en matière de REL • La recommandation de l'UNESCO crée des opportunités de revendication ou de politique • Historique des réussites provinciales (p. ex. BCcampus, eCampus Ontario)

⁷ Gill, S., & Freedman, T. (2014). Climbing the mountain: An approach to planning and evaluating public policy advocacy. *The Foundation Review* 6(3). <https://doi.org/10.9707/1944-5660.1211>

- Accélération des discussions dans les 5 dernières années - passage de la liste de diffusion de CanadaOER et d'autres discussions à des réunions plus formelles
- Mouvement d'autres gouvernements nationaux (par exemple, investissements fédéraux américains) /risque de prendre du retard sur le plan national
- Enjeux permanents d'accessibilité financière de l'enseignement postsecondaire, d'élargissement de l'accès au savoir, la croissance de l'enseignement en ligne/numérique, etc.

Certaines séances ont eu lieu dans un format hybride (en personne et en ligne); les séances suivantes ont été enregistrées et sont disponibles en ligne :

[Plénière du Sommet national pour l'éducation ouverte](#)

[Table ronde du Sommet national pour l'éducation ouverte](#)

L'ordre du jour du sommet est disponible à l'[Annexe 1](#).

Jour 1

Le jour 1 a commencé par une plénière hybride animée par Apurva Ashok (Rebus Foundation), Rajiv Jhangiani (l'Université Brock), Clint Lalonde (BCcampus), et Dominique Scheffel-Dunand (l'Université York) qui a souligné un certain nombre de provocations ou de tensions par rapport à l'infrastructure et aux politiques d'EO, notamment :

- Modèles centralisés et fédérés pour l'infrastructure et les politiques d'EO (interopérabilité et normes communes);
- Localisation et réutilisabilité ainsi que la manière de maximiser à la fois la localisation;
- Normes et seuils de participation;
- Biais épistémiques et cognitifs;
- Justice sociale, justice redistributive et justice épistémique en particulier.

Par ailleurs, en partageant leurs expériences en matière de création d'infrastructures et de politiques de REL, les panélistes ont mis l'accent sur les éléments essentiels suivants :

- Choisir des technologies ouvertes qui s'alignent sur nos valeurs et qui sont durables;
- S'appuyer sur les atouts actuels de nos systèmes éducatifs pour commencer, plutôt que de concevoir de nouveaux outils;
- Mettre au point des infrastructures partagées qui soutiennent l'éducation comme un droit humain que nous possédons collectivement et auquel nous participons;
- Réfléchir aux éléments en dehors des outils et des plateformes pour les formats ouverts;
- Se concentrer sur des modèles de financement et de travail durables pour les REL.

Séance de travail sur les infrastructures I

Cette séance a commencé par une présentation des travaux pour les deux jours et a défini le cadre de « l'ascension de la montagne ». Un processus de conception à rebours sur les deux jours a été présenté afin de remonter de l'objectif ultime à la situation actuelle. Au cours de cette séance de travail, les participants ont discuté ouvertement et ont travaillé en petits groupes pour recenser les points forts, les aspirations, les possibilités et les résultats souhaités en ce qui concerne l'infrastructure et les politiques d'EO. Le groupe devait avant tout définir son objectif ultime. Nous avons demandé au groupe quels résultats nous aimerions voir dans un paysage idéal où le gouvernement fédéral soutiendrait la création de ressources éducatives libres.

Réussites et défis en matière d'infrastructures : brèves présentations d'études de cas

Au cours de cette séance hybride, animée par Stephanie Quail (York University, membre du Groupe de travail sur l'éducation ouverte de l'ABRC), les panélistes Michelle Brailey (University of Alberta), Mary Gu (eCampus Ontario), Cynthia Holt (Conseil des bibliothèques postsecondaires de l'Atlantique), Carley McDougall (Campus Manitoba) et Bruno Poellhuber (Université de Montréal) ont fait part de leurs réussites et des difficultés rencontrées dans la mise en place d'une infrastructure pour les REL.

Séance de travail sur les infrastructures II

Lors de la dernière séance de la matinée, les participants ont été invités à travailler en petits groupes pour répondre aux questions suivantes :

- Quelles sont les mesures à prendre pour progresser vers les résultats souhaités?
- Quels sont les obstacles à surmonter?
- Quels sont les délais à respecter?

- Qui doit être impliqué au sein du gouvernement fédéral? Qui sont les intervenants non gouvernementaux?
- Comment pouvons-nous faciliter la collaboration?
- Quels types de ressources financières sont nécessaires?

Table ronde sur l'atteinte du camp de base

L'après-midi a débuté par une table ronde réunissant des experts en revendication : Hailey Babb (SPARC), Susan Haigh (ABRC), Don Moors (Templeton Scott Associates), MacKenzy Metcalfe (Alliance canadienne des associations d'étudiants) et Michael McDonald (Collèges et Instituts Canada). Les membres de la table ronde ont été invités à répondre aux questions suivantes :

- Selon vous, quelle est la meilleure stratégie pour faire progresser le financement fédéral des REL? (Quel est le meilleur alignement avec les priorités fédérales?) Quelles sont vos recommandations d'actions?
- Quels sont les défis qui pourraient se présenter à nous et comment pourrions-nous les relever? (Quelles hypothèses devons-nous tester ou remettre en question? Quel serait l'avis d'une personne ayant des convictions très différentes des nôtres sur nos priorités?)
- De votre point de vue, quel est le discours le plus convaincant à l'égard des bailleurs de fonds fédéraux? Comment l'aborder et pourquoi?
- Comment pourriez-vous suggérer que nos priorités en matière d'infrastructures soient prises en compte dans les propositions de revendication?

Animée par Joy Kirchner (Université York), la table ronde composée de leaders étudiants et de spécialistes des relations gouvernementales a partagé ses perspectives et ses recommandations pour une campagne de revendication réussie.

Après la table ronde, les participants ont travaillé en petits groupes afin de cerner les « demandes » ou exigences spécifiques liées à l'infrastructure et aux politiques d'EO, puis les ont présentées à l'ensemble du groupe. Un exercice de vote par points autocollants, dans lequel chaque personne était invitée à voter pour les idées qu'elle jugeait les plus pertinentes, a permis d'établir une liste succincte de priorités partagées. Les participants ont ensuite travaillé à la rédaction de déclarations de revendication, en suivant les recommandations des panélistes. À la fin de la journée, nous avons discuté de ces déclarations et des prochaines étapes de la stratégie nationale de revendication.

Les orientations préliminaires en matière de revendication ont permis de définir quelques priorités initiales :

- Ressources

- Établissement d'un fonds national pour la création de REL;
- Établissement d'un fonds national pour l'adoption et la réutilisation des REL;
- Établissement d'une table nationale et/ou interprovinciale de défense des REL.
- Processus, flux de travail et pratique
 - Initiatives de sensibilisation aux licences de libre accès;
 - Financement d'une recherche sur le suivi des données et des paramètres relatifs aux REL au Canada;
 - Création d'une chaire de recherche sur l'éducation ouverte par l'intermédiaire des trois organismes subventionnaires;
 - Traduction à l'échelle nationale de toutes les REL financées par le gouvernement fédéral, y compris les langues autochtones, le cas échéant, et les traductions francophones.
- Normes et réglementations
 - Exigences liées à l'octroi de licences de libre accès pour la recherche fédérale et le matériel pédagogique;
 - Protection de la vie privée et des données des étudiants;
 - Collecte de données fédérales sur l'accessibilité financière de l'enseignement supérieur pour les étudiants, y compris les supports de cours;
 - Affirmation fédérale de la recommandation de l'UNESCO sur les ressources éducatives libres (REL) de 2019.
- Technologies, outils et plateformes
 - Établissement d'un réseau d'édition pour la création de REL financé par le gouvernement canadien et bénéficiant d'un soutien continu pour l'exploitation et la maintenance;
 - Financement de matériel informatique dans les régions éloignées et rurales pour soutenir l'accès aux REL permettant l'accès au contenu éducatif numérique;
 - Adoption des normes communes en matière de métadonnées;
 - Moteur de recherche fédéré canadien pour la découverte des REL.

Jour 2

Le jour 2 a été consacré à l'élaboration et au peaufinage des déclarations de politique de revendication. Sous la direction de Lena Patterson, les participants ont travaillé en petits groupes pour encadrer les discussions de la matinée en réexaminant les discussions de la veille, puis en se recentrant sur les priorités finales qui ont été définies. La première séance de la matinée s'est concentrée sur huit priorités essentielles. Une fois de plus, un exercice de vote par points autocollants a été utilisé

pour affiner les priorités finales, avec une discussion ouverte sur les résultats. Une synthèse et une discussion ont ensuite permis de réaffirmer et de peaufiner les priorités retenues. Les équipes ont ensuite travaillé à la formulation d'une déclaration de revendication de base en rapport avec les priorités, à l'identification des parties concernées et à la formulation du problème à résoudre.

Le sommet s'est conclu par une discussion animée par Rajiv Jhangiani, qui a résumé le travail accompli au cours des deux jours et a présenté les prochaines étapes. Nous avons également assisté à des présentations incluant les sommets francophones et autochtones sur les REL, dirigées par Mélanie Brunet et Catherine Lachaine ainsi que par Kayla Larson et Brad Wuetherick respectivement.

4. Résultats

Les objectifs du sommet étaient les suivants :

- Clarifier les déclarations de priorité et de positionnement du groupe sur la stratégie nationale en matière d'EO dans les domaines des politiques et de l'infrastructure;
- Confirmer les champs d'action et les objectifs clairs en matière de revendication;
- Aborder les défis potentiels et actuels en matière de revendication pour le financement de l'EO au niveau provincial et fédéral;
- Déterminer les possibilités de revendication auprès des intervenants.

Le sommet a permis l'élaboration de déclarations de revendication provisoires dans les domaines suivants :

- Réaliser une étude nationale sur l'EO et l'abordabilité du matériel de cours;
- Encourager et soutenir la création, la réutilisation, l'adaptation et la redistribution de matériel pédagogique en libre accès dans les cadres d'accréditation et de microcrédits;
- Mettre en place un comité national (interprovincial) de coordination sur l'éducation ouverte;
- Établir une plateforme numérique nationale partagée pour la publication et le partage des travaux des éducateurs canadiens;
- Mettre en place des prix nationaux d'excellence pour la création et l'intégration des REL dans le milieu postsecondaire;

- Créer un nouveau volet du fonds de recherche axé sur le recoupement des pratiques éducatives ouvertes et de la science de l'enseignement et de l'apprentissage;
- Exiger des licences de libre accès pour les documents produits et financés par le gouvernement fédéral ;
- Élargir la [Feuille de route pour la science ouverte](#) afin d'y inclure l'orientation future des travaux sur les REL au Canada.

Ces déclarations provisoires ont été peaufinées par les participants lors d'une réunion en ligne le 13 décembre 2022. Les déclarations finalisées sont disponibles à l'[Annexe 1](#).

5. Prochaines étapes

À l'issue de ce sommet, deux autres réunions de travail de type sommet ont été planifiées. La première portera sur les ressources éducatives libres (REL) francophones (avril 2023), tandis que la seconde sera centrée sur les REL autochtones (février 2024). Ces réunions font partie intégrante de la mise en œuvre du cadre.

Après le sommet final de 2024, les « demandes » prioritaires définies lors des trois sommets seront consolidées. Les stratégies de revendication les plus efficaces de chaque sommet seront affinées sous l'égide du groupe sur la stratégie nationale en matière de ressources éducatives libres (REL).

De plus, des déclarations de revendication particulières et des plans de revendication complets pour chaque priorité finalisée seront élaborés en vue d'être soumis au gouvernement fédéral. Parallèlement, nous préparerons des réunions avec les instances fédérales concernées et les équipes identifiées pour ce travail de revendication. Par ailleurs, nous continuerons à rechercher activement et à nous engager avec d'autres parties intéressées qui partagent notre intérêt pour l'avancement de ces efforts de revendication concernant l'infrastructure et les politiques, les REL francophones et les REL autochtones.

Annexe 1 : Ordre du jour

Jour 1 (9 novembre)

8h	Petit-déjeuner à la Tour Kaneff, salle 519
8h30	Accueil Lisa Philipps, doyenne et vice-présidente de l'Université York Joy Kirchner, doyenne des bibliothèques, Université York HYBRIDE
8h45	Plénière de lancement Apurva Ashok, Rajiv Jhangiani, Clint Lalonde, Dominique Scheffel-Dunand HYBRIDE
9h45	Séance de travail sur les infrastructures : Atteindre le sommet Animation : Ann Ludbrook et Michael McNally
10h30	Pause
10h50	Réussites et défis en matière d'infrastructures : brèves présentations d'études de cas Michelle Brailey, Mary Gu, Cynthia Holt, Carley McDougall, Bruno Poellhuber HYBRIDE
11h30	Séance de travail sur les infrastructures et discussion ouverte : Animation : Ann Ludbrook et Michael McNally
12h30	Pause du midi
13h30	Table ronde sur la revendication et le financement fédéral Hailey Babb, James Casey, Susan Haigh, Don Moors, MacKenzy Metcalfe, Michael McDonald Animation : Joy Kirchner, doyenne des bibliothèques, Université York HYBRIDE
14h30	Création de déclarations de revendication sur les infrastructures : Atteindre le camp de base (Partie 1). Animation : Catherine Lachaine et Karen Nicholson
15h30	Pause

15h50 Création de déclarations de revendication sur les infrastructures :
Atteindre le camp de base
(Partie 2). Animation : Catherine Lachaine et Karen Nicholson

16h30 Synthèse et préparation Jour 2

Jour 2 (10 novembre)

8h Petit-déjeuner à la Tour Kaneff, salle 519

8h45 Accueil, Joy Kirchner, doyenne des bibliothèques, Université York
HYBRIDE

8h50 Lancement Jour 2
Rajiv Jhangiani

9h05 Création de déclarations de politique en matière de revendication
Animation : Lena Paterson

10h05 Pause

10h30 Récapitulatif et réflexions
Animation : Lena Paterson

11h Peaufinage des messages de revendication
Animation : Lena Paterson

11h40 Synthèse et suite des choses
Rajiv Jhangiani

12h20 Quelles sont les prochaines étapes pour les REL autochtones et
francophones ?
Mélanie Brunet, Catherine Lachaine, Kayla Lar-son, Brad Wuetherick

13h Pause du midi

Annexe 2 : Priorités de revendication concernant l'infrastructure issues du Sommet sur les politiques et l'infrastructure en matière REL

Priorités de revendication concernant l'infrastructure

Priorité 1 : Plateforme et programme national de découverte et de création en éducation ouverte

Cibles : CMEC ; Bureau de la Conseillère scientifique en chef ; trois organismes subventionnaires

Afin de promouvoir la création et la découverte de ressources éducatives libres (REL), de combler une lacune nationale historique dans l'accès équitable aux REL, de permettre aux Canadiens d'accéder librement aux documents postsecondaires nécessaires à l'éducation et au perfectionnement ainsi que de promouvoir le contenu et la culture pédagogiques du Canada sur la scène mondiale, le Canada doit mettre en place une plateforme numérique nationale partagée pour la création, la publication et le partage d'œuvres de REL produites par des éducateurs canadiens. Cette plateforme numérique devrait inclure des services de soutien assurés par un personnel spécialisé. La mise en place d'une infrastructure pancanadienne d'éducation ouverte par le biais d'une plateforme numérique nationale partagée augmentera l'efficacité du financement et offrira un accès équitable aux apprenants et aux instructeurs dans toutes les provinces et tous les territoires.

Priorités de revendication politique

Priorité 2. Respecter l'engagement du Canada à l'égard de la recommandation de l'UNESCO sur les ressources éducatives libres (REL)

Cibles : Direction des relations fédérales-provinciales, ministère des Finances ; CMEC

En tant que membre fondateur de l'UNESCO, le Canada doit respecter son engagement à l'égard de la [Recommandation sur les ressources éducatives libres \(REL\)](#) (2019). Une façon possible de faire avancer cet objectif est d'établir un comité national (interprovincial) de coordination sur l'éducation ouverte pour élaborer un cadre politique afin d'actualiser l'engagement du gouvernement dans ce domaine. La collaboration et la coopération régionales sont essentielles pour optimiser les efforts des personnes travaillant dans le secteur des REL et assurer un avenir durable ; un tel

comité fournira donc les bases nécessaires à l'essor des travaux canadiens en matière de REL.

Priorité 3. Inclure l'enseignement de la science ouverte et les REL dans la *Feuille de route pour la science ouverte* du Canada

Cible : Bureau de la Conseillère scientifique en chef

Nous recommandons d'élargir la [*Feuille de route pour la science ouverte*](#) du Canada pour la science ouverte afin d'y inclure spécifiquement une orientation future pour le soutien des ressources éducatives libres (REL) au pays. Les REL peuvent jouer un rôle important dans les activités de mobilisation des connaissances, y compris l'application des connaissances et la diffusion des connaissances à la communauté, un élément essentiel du cycle de vie de la recherche envisagé dans la feuille de route. Cet effort peut être facilité par la création d'un plan d'action pour les REL lié au cadre de la science ouverte et par la poursuite des objectifs d'une approche ouverte par défaut de la recherche et des données financées par le gouvernement. Le Bureau de la Conseillère scientifique en chef peut également travailler avec les parties intéressées pour recenser les lacunes dans le développement des REL et le libre accès à la recherche au Canada, et élaborer des stratégies pour aborder le développement dans ce domaine.

Priorité 4. Exiger des licences de libre accès pour les documents produits et financés par le gouvernement fédéral

Cibles : Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, École de la fonction publique du Canada

Pour soutenir davantage le libre accès aux documents financés par des fonds publics, le gouvernement fédéral devrait envisager d'établir un mandat de libre accès pour tous les documents d'intérêt public produits par le gouvernement et financés par des fonds publics, notamment les documents de formation et d'éducation. Ces travaux se verraient attribuer une licence de libre accès, telle que la licence CC BY Creative Commons, afin de clarifier les possibilités de réutilisation. Ces mesures garantiraient que tous les documents produits et financés par le gouvernement soient disponibles en ligne, gratuitement, et puissent être archivés dans des dépôts publics. Nous recommandons, pour une réutilisation maximale, que les fichiers sources des documents soient également publiés dans des formats de fichiers ouverts normalisés. Elles permettraient non seulement d'améliorer l'accès du public à l'information, mais aussi d'accroître la transparence et la responsabilité des documents financés et produits par le gouvernement. Dans l'ensemble, le fait de donner la priorité à un mandat d'ouverture par défaut pour les documents financés par l'État profiterait aux

Canadiens en favorisant un accès équitable à l'information et en encourageant une société mieux informée et plus engagée.

Priorité 5. Étude nationale sur l'EO et l'abordabilité des documents de cours

Cible : Statistique Canada

Nous suggérons que le gouvernement du Canada collecte et diffuse de manière cohérente et exhaustive des données sur le coût et l'accessibilité des matériels pédagogiques, y compris les REL, dans l'enseignement supérieur. Ainsi, Statistique Canada pourrait être chargé de réaliser des études annuelles ou périodiques sur ce sujet, qui fourniraient des informations précises et utiles aux apprenants, aux instructeurs et aux décideurs. De plus, il faut examiner les impacts sociaux et économiques de l'utilisation des REL dans l'enseignement supérieur, tels que la réussite des étudiants et les taux de diplomation; nous recommandons que Statistique Canada soit également chargé de collecter et de publier des données sur ces résultats propres au Canada. En prenant ces mesures, le gouvernement peut s'assurer que tous les Canadiens ont accès à un enseignement supérieur de qualité et que les avantages des REL sont pleinement compris et exploités.

Priorité 6. Financement fédéral pour la requalification, les microcrédits et les apprentissages accrédités

Cible : Emploi et développement social Canada (EDSC)

Afin d'améliorer l'accès à des documents de formation abordables et de favoriser l'apprentissage continu et les programmes de microcrédits, nous recommandons qu'Emploi et Développement social Canada (ESDC) collabore avec les Collèges et Instituts du Canada, Universités Canada, les organismes provinciaux et territoriaux et les agences d'accréditation afin de soutenir l'utilisation de REL. En encourageant et en soutenant la création, la réutilisation, l'adaptation et la distribution de matériel pédagogique sous licence libre dans les programmes d'accréditation et de microcrédits, EDSC peut combler l'écart entre les coûts de formation pour l'amélioration et le renouvellement des compétences. Les microcrédits sont de plus en plus répandus, et les diplômes traditionnels ne sont plus le seul moyen d'améliorer les connaissances et d'acquérir des compétences. Toutefois, le manque de moyens financiers peut constituer un obstacle important à l'amélioration et à la reconversion des compétences. Les ressources éducatives libres (REL) peuvent constituer une solution à ce problème, et leur utilisation peut donner aux apprenants un accès équitable au matériel de formation tout au long de la vie.

Priorité 7. Élargir le programme d'excellence dans l'enseignement pour y inclure l'enseignement postsecondaire et l'utilisation des REL

Cible : Innovation, science et développement économique (ISDE)

Afin de promouvoir l'excellence dans le secteur postsecondaire, de faciliter la diffusion des connaissances sur les leaders éducatifs et d'éliminer les obstacles à l'éducation, nous proposons que le Canada élargisse la portée du Programme de prix du Premier ministre pour l'excellence dans l'enseignement afin d'englober l'enseignement supérieur. Nous recommandons d'étendre la reconnaissance aux enseignants postsecondaires qui adoptent des pratiques éducatives ouvertes (PEO), car les PEO favorisent des méthodes d'enseignement novatrices qui s'alignent souvent sur l'utilisation de REL. L'adoption de PEO soutient également une approche numérique et innovante de l'enseignement, ce qui est essentiel pour que le Canada reste compétitif dans l'économie mondiale. En élargissant le programme de cette manière, on contribuera à la reconnaissance et à l'appréciation de l'excellence de l'enseignement supérieur tout en promouvant une culture de l'innovation et de la collaboration dans l'ensemble du secteur.

Priorité 8. Élargir le Fonds Nouvelles frontières en recherche (FNFR) du CRSH afin d'y inclure le financement des REL

Cible : CRSH

Pour stimuler le rôle international du Canada en tant que leader de l'enseignement postsecondaire et de la formation professionnelle, le gouvernement fédéral devrait améliorer l'accessibilité de l'enseignement postsecondaire en créant un nouveau fonds de recherche axé sur le croisement des pratiques éducatives ouvertes et de la recherche sur l'enseignement et l'apprentissage, dans le cadre du Fonds Nouvelles frontières de la recherche (FNFR) des trois organismes subventionnaires. Le soutien à ce nouveau volet permettra d'améliorer les programmes de formation et de perfectionnement, ce qui favorisera l'émergence d'une main-d'œuvre innovante et compétitive à l'échelle mondiale et rendra les connaissances financées par des fonds publics accessibles au public.

Annexe 3 : Contributions et commanditaires

Comité d'organisation du sommet

James Casey, Fédération canadienne des étudiants

Michael McNally, Université de l'Alberta

Joy Kirchner, Université York/Présidente, Groupe de travail sur l'éducation ouverte de l'ABRC

Ann Ludbrook, Université métropolitaine de Toronto

Karen Nicholson, ABRC/Université de Guelph

Lena Patterson, Université métropolitaine de Toronto

Panélistes

Apurva Ashok, Fondation Rebus

Hailey Babb, SPARC

Michelle Brailey, Université de l'Alberta

Mary Gu, Ecampus Ontario

Susan Haigh, ABRC

Cynthia Holt, CBPA

Rajiv Jhangiani, Université Brock

Clint Lalonde, BCcampus

Carley McDougall, Campus Manitoba

MacKenzy Metcalfe, Alliance canadienne des associations étudiantes

Michael McDonald, CiCAN

Don Moors, Templeton Scott Associates

Bruno Poellhuber, Université de Montréal

Dominique Scheffel-Dunand, Université York

Bénévoles et soutien technique (Bibliothèques de l'Université York)

Sarah Coysh

Kris Joseph

Andrea Kosavic

Stephanie Quail

Adwoa Rascanu

Commanditaires (en ordre alphabétique)

Association des bibliothèques de recherche du Canada (ABRC)

BCcampus

Bibliothèque de l'Université McMaster

Bibliothèques de l'Université York

Campus Manitoba

Conseil des bibliothèques postsecondaires de l'Atlantique (CAAL-CBPA)
eCampusOntario
SPARC

Documents cités

Alliance numérique du Canada. (n.d.). À propos de : L'Alliance.

<https://alliancecan.ca/fr/about/alliance>

Bureau de la Conseillère scientifique en chef. (février 2020). Feuille de route pour la science ouverte. <https://science.gc.ca/site/science/fr/bureau-conseillere-scientifique-chef/science-ouverte/feuille-route-pour-science-ouverte>

Canada. Le Parlement. Chambre des communes. Comité permanent des finances. (2017). Favoriser une croissance inclusive : Stimuler la productivité et la compétitivité au Canada. 42e Parl. 1re sess.

<https://www.ourcommons.ca/Content/Committee/421/FINA/Reports/RP9312006/finarp21/finarp21-f.pdf>

CARL/ABRC. (2022). Mémoire de l'ABRC aux consultations prébudgétaires 2023 du ministère des Finances du Canada. https://www.carl-abrc.ca/wp-content/uploads/2023/03/CARL_2023_prebudget_DeptFinance.pdf

CASA. (2021). CASA's 2022 Pre-Budget Submission.

<https://assets.nationbuilder.com/casaacae/pages/3374/attachments/original/1631029515/Pre-Budget-2022-V2.pdf?1631029515>

Gill, S., & Freedman, T. (2014). Climbing the mountain: An approach to planning and evaluating public policy advocacy. *The Foundation Review* 6(3).

<https://doi.org/10.9707/1944-5660.1211>

Gouvernement du Canada. (21 décembre 2016). Politique des trois organismes sur le libre accès aux publications. <https://science.gc.ca/site/science/fr/financement-interorganismes-recherche/politiques-lignes-directrices/libre-acces/politique-trois-organismes-libre-acces-aux-publications-2015>

Government of Alberta, Government of British Columbia, & Government of Saskatchewan. (mars 2014). Memorandum of understanding Open Educational Resources: Government report.

<https://www.oerknowledgecloud.org/record719>

Innovation, science et développement économique Canada (ISDE). (19 mars 2019). Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires (FIS).

<https://ised-isde.canada.ca/site/fonds-investissement-strategique-etablissements-postsecondaires/fr>

Innovation, science et développement économique Canada (ISDE). (12 janvier 2021). Charte canadienne du numérique : la confiance dans un monde numérique.

<https://ised-isde.canada.ca/site/innover-meilleur-canada/fr>

Innovation, science et développement économique Canada. (2023). Le Programme d'échange en matière de littératie numérique. <https://ised-isde.canada.ca/site/programme-dechange-matiere-litteratie-numerique/fr>

Marín, V. I., Bond, M., Zawacki-Richter, O., Aydin, C. H., Bedenlier, S., Bozkurt, A., Conrad, D., Jung, I., Kondakci, Y., Prinsloo, P., Qayyum, A., Roberts, J., Sangrà, A., Slagter van Tryon, P. J., Veletsianos, G., & Xiao, J. (2020). A comparative study of national infrastructures for digital (open) educational resources in higher education. *Open Praxis*, 12(2), 241-256. <https://doi.org/10.5944/openpraxis.12.2.1071>

McNally, M., et Ludbrook, A. (2023). *Cadre nationale de revendication pour les ressources éducatives libres au Canada*. <https://www.carl-abrc.ca/wp-content/uploads/2023/06/Cadre-nationale-de-revendication-pour-les-ressources-educatives-libres-au-Canada.pdf>

Miao, F., Mishra S. & McGreal, R. (Eds.) (2016). *Open educational resources: Policy, costs, transformation*. UNESCO and Commonwealth of Learning. <http://oasis.col.org/handle/11599/2306>

Nouvelle organisation d'infrastructure de recherche numérique (NOIRN). (2021). Plan organisationnel 2020-2021. <https://alliancecan.ca/assets/uploads/documents/NDRIO-CorporatePlan-2021-2022-FINAL.pdf>

Petrides, L., Levin, D., & Watson, C. E. (4 mars 2018). *Toward a sustainable OER ecosystem: The case for OER stewardship*. The CARE Framework. <https://careframework.org/>

Pressbooks. (2021). Welcome to Pressbooks directory. <https://pressbooks.directory/>

Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). (25 novembre 2019) *Recommandation sur les ressources éducatives libres (REL)*. http://portal.unesco.org/en/ev.phpURL_ID=49556&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html

OTESSA. (2021 August). *Sharing Our OTESSA Federal Pre-Budget Submission*. <https://otessa.org/news/sharing-our-otessa-federal-pre-budget-submission/>

Science et innovation. (2021). *Politique des trois organismes sur la gestion des données de recherche*. <https://science.gc.ca/site/science/en/interagency-research-funding/policies-and-guidelines/research-data-management/tri-agency-research-data-management-policy>

Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada. (2021). Normes relatives au numérique du gouvernement du Canada : Directives.

<https://www.canada.ca/fr/gouvernement/systeme/gouvernement-numerique/normes-numeriques-gouvernement-canada.html>

Zawacki-Richter, O., von Ossietzky C., Marín, V. I., Bond, M., & Bedenlier, S. (9 et 10 décembre 2019). Open educational resources in distributed learning infrastructures: An international comparative study [Conference presentation]. Strategies Beyond Borders - Transforming Higher Education in a Digital Age. Berlin, Germany. <https://discovery.ucl.ac.uk/id/eprint/10095694/>